

## CURRICULUM VITAE

**Duro Sessa**  
**Président de la Cour suprême de la République de Croatie**

### I. Renseignements personnels

**Nom, prénom :** Đuro Sessa  
**Sexe :** masculin  
**Date et lieu de naissance :** 26 décembre 1957, Rijeka (République de Croatie)  
**Nationalité :** croate

### II. Études, diplômes et autres qualifications

- 1966-1972 Établissement d'enseignement primaire à Dubrovnik (Croatie)
- 1972-1976 Établissement d'enseignement secondaire à Dubrovnik (Croatie)
- 1976-1980 Faculté de droit, Université de Zagreb  
Master en droit
- 1984 Examen du barreau

### III. Activités professionnelles pertinentes

#### a. Description des activités judiciaires

- 1983-1984 Stagiaire au tribunal de première instance de Sisak (Croatie)
- 1984-1988 Juge au tribunal municipal de Petrinja et Sisak, affecté au Département des affaires civiles, affaires foncières, mesures exécutoires et dossiers non litigieux
- 1988-1991 Juge au tribunal municipal de Zagreb, affecté au Département de droit civil et en charge uniquement des affaires civiles
- 1991-1993 Chef du Département de droit civil du tribunal municipal de Zagreb
- 1993-1996 Conseiller en poste au Consulat général de la République de Croatie à Perth (Australie), chargé des questions juridiques
- 1996-2004 Président du tribunal municipal de Zagreb (Croatie)
- 2004-2008 Juge du tribunal de première instance de Zagreb et Président du Département en charge des recours en matière civile (membre du collège de magistrats chargés de ces affaires et investi de fonctions administratives en qualité de Chef du Département des affaires civiles)
- 2008- Juge auprès de la Cour suprême de la République de Croatie – Département des affaires civiles et administratives
- 19/07/2017 Président de la Cour suprême de la République de Croatie (poste actuel)

Élu, en qualité de juge du tribunal de première instance, comme membre et Président délégué du Conseil national de la magistrature, de 2005 à 2009

Juge ad hoc à la Cour européenne des droits de l'homme

## **b. Description des activités juridiques non judiciaires**

1982 – Juriste au sein de la société « Dubrovkinja Trade Co » à Dubrovnik

1993-1996 – Conseiller en poste au Consulat général de la République de Croatie à Perth (Australie)

Participation, en qualité de juge, à la création en 1991 de l'Association des magistrats croates. Depuis sa création et jusqu'à ce jour, Trésorier, Vice-Président, Président délégué et Président de cette association.

Élu Président de l'association à l'issue d'un vote de son assemblée générale en 2004, puis à nouveau en 2009 et en 2013 ; second mandat effectué à titre strictement bénévole.

Membre du Conseil consultatif de juges européens (CCJE) depuis sa création, et membre du Groupe de travail depuis 2008.

Vice-Président du CCJE depuis 2015.

Président du CCJE de 2017 à 2019.

Membre du Bureau du CCJE depuis 2019.

Président de la Commission électorale nationale (d'office, en qualité de Président de la Cour suprême)

Membre de différents groupes de travail au sein du ministère de la Justice, chargés de rédiger des propositions de loi (Code de procédure civile, loi sur l'exécution des décisions de justice, loi sur les tribunaux, loi sur le Conseil de la magistrature, loi sur l'École de la magistrature)

Membre de la Commission d'examen d'admission au barreau pour le droit civil (ministère de la Justice)

Maître de conférence à l'École de la magistrature et conférencier pour divers séminaires organisés par des maisons d'édition d'ouvrages juridiques

Membre du Groupe gouvernemental en charge des négociations avec l'UE pour les chapitres 23 et 24 ; responsable du sous-groupe pour les questions relatives à l'appareil judiciaire

Membre et Vice-Président de l'Association croate de droit civil

Arbitre agréé auprès de la Cour permanente d'arbitrage établie par la Chambre de commerce croate, y compris pour les affaires comprenant une dimension internationale

Vice-Président de l'Union internationale des magistrats depuis 2014

Expert auprès du Conseil de l'Europe (DGI et Commission de Venise) sur tous les aspects relatifs à l'indépendance de la justice, avec des missions en Roumanie, Arménie, Géorgie, Turquie, Macédoine, Monténégro, Serbie, Ukraine et Pologne

Évaluateur du GRECO pour le 4<sup>e</sup> cycle d'évaluation (corruption parmi les parlementaires, les juges et les procureurs, pour l'Espagne, l'Ukraine et l'Allemagne)

Expert du TAIEX ; plusieurs missions de courte durée en République de Macédoine du Nord et au Monténégro

Évaluateur de l'OSCE pour l' « ex-République yougoslave de Macédoine » concernant la loi sur les tribunaux et la loi sur le Conseil de la magistrature

Rapporteur de l'Union internationale des magistrats (UIM) pour le Monténégro dans le cadre de la procédure d'admission de l'Association des magistrats monténégrins au sein de l'UIM

Rapporteur spécial de l'UIM pour la Serbie concernant le processus de nomination des juges

Coopération avec la faculté de droit de l'Université de Zagreb : colloque sur le droit de la famille

### **c. Description des activités professionnelles non juridiques**

Président (d'office) du Conseil de direction de l'École de la magistrature

Président ou Vice-Président, de 1991 (date des premières élections libres en Croatie) à ce jour, de la Commission électorale de la Ville de Zagreb lors des élections locales, législatives ou présidentielles

### **IV. Activités publiques**

Aucune, hormis celles naturellement attachées aux fonctions que j'exerce.

### **V. Autres activités**

Pas d'autres activités publiques.

### **VI. Publications et autres contributions**

Ces dernières années (depuis 1997), j'ai publié divers ouvrages sur l'indépendance et le statut du pouvoir judiciaire, les normes du droit international, le droit des obligations et le droit des contrats, le droit foncier, le droit de la propriété et le droit procédural.

À ce jour, j'ai publié 80 ouvrages au total.

Les 10 articles qui suivent me semblent être les plus importants :

1. La responsabilité civile des médias I&II (Revue de droit « Informator » n° 4827 et 4828), 2000
2. La protection de la propriété au regard de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (Revue de droit « Informator » n° 5206), 2004
3. L'appareil judiciaire et la séparation des pouvoirs (Revue de droit « Informator » n° 5246), 2004
4. La responsabilité civile des banques et autres institutions financières (Publication « Taux d'intérêt contractuels et légaux » – « Informator »), collectif d'auteurs, 2005
5. Règles de comportement professionnel des magistrats (Revue de droit « Informator » n° 5446-5447), 2006
- Les réalisations du Conseil de l'Europe en matière d'indépendance de la justice (« Revue de droit croate » n° 3), 2001
6. La restitution de biens confisqués à leurs anciens propriétaires (« Biens immeubles »), collectif d'auteurs, Éditions Inzenjerski biro, 2007
7. La légitimité démocratique de l'appareil judiciaire dans la séparation des pouvoirs (« Revue de droit croate » n° 5), 2005
8. Les principes du droit de l'Union européenne (« Revue de droit croate » n° 9), 2001

9. Compétences juridictionnelles et actions collectives (Revue de droit « Informator » n° 4857), 2000
10. L'exécution des jugements relatifs aux biens immobiliers (« Revue de droit croate » n° 6), 2002
11. Les juges et le pouvoir exécutif (Revue de droit « Novi Informator »), 2013
12. L'évaluation des juges en Croatie : quand, comment, pourquoi ? (Site web du CCJE), 2013

## **VII. Langues**

### a. Langue maternelle

**Croate**

### b. Autres langues

**Anglais** : très bonne maîtrise (lu, écrit, parlé)

**Français** : connaissance passive de base